

Finkelstein, Gilles (France)

[Original : français]

Note verbale

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties et, se référant à sa note ICC-ASP/12/S/009, a l'honneur de l'informer que le gouvernement de la République française a décidé de présenter la candidature de M. Gilles FINKELSTEIN, actuellement Premier conseiller à la Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes, à sa réélection au poste de membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale, lors des élections qui se tiendront à La Haye, du 20 au 28 novembre 2013, à l'occasion de la douzième session de l'Assemblée des Etats parties.

Comme cette délégation l'avait indiqué à la Cour en 2007 et 2010, lors de la présentation de ce candidat pour un premier et un deuxième mandat, la candidature de M. FINKELSTEIN a été retenue pour cette élection conformément au paragraphe A de la résolution relative à la procédure de présentation des candidatures aux élections des membres du Comité du budget et des finances.

Ainsi que l'indique son curriculum vitae, joint à cette note verbale, M. Gilles FINKELSTEIN remplit les qualités requises au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances.

Nommé à la Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes en 1999, il a été par ailleurs inspecteur principal des douanes, Conseiller hors classe et rapporteur à la Commission nationale de déontologie de la fonction publique d'Etat, substitut du Procureur de la République aux Tribunaux de grande instance de Poitiers et de Tours, puis Premier conseiller à la Chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes. M. FINKELSTEIN possède donc pleinement les compétences et l'expérience requises par les résolutions de l'Assemblée des Etats parties dans le domaine des finances, de la comptabilité et de la gestion, ainsi que l'expérience du procès pénal.

Plus particulièrement, M. FINKELSTEIN pourra pleinement faire valoir, lors d'un troisième mandat, l'expérience qu'il a acquise depuis cinq ans dans le cadre des travaux du Comité du budget et des finances de la Cour, notamment en qualité de Président de ce Comité depuis avril 2012.

[...]
